

Ecobank RDC (ECD)

**Appel d'offres
Sécurité Physique
ECD/008/RFP/2025**

Mars 2025

7-75

Lettre d'invitation

Chère madame/Cher monsieur,

Nous avons l'honneur de vous inviter à soumettre une offre pour la prestation de services de **Sécurité physique** des locaux d'Ecobank RDC.

Ce projet vise à garantir la protection de nos employés, de nos clients, et de nos biens matériels et immatériels, à travers des mesures de prévention, de surveillance et de gestion des risques adaptées à un environnement bancaire. Le prestataire retenu devra démontrer sa capacité à fournir des solutions de sécurité efficaces, conformes aux standards élevés de la Banque et aux exigences réglementaires en vigueur.

Pour évaluer les services proposés, nous examinerons l'exhaustivité et la conformité de chaque soumission, ainsi que la capacité de la proposition à répondre aux besoins exprimés dans l'appel d'offres et ses annexes. Les critères d'évaluation incluent notamment l'expertise technique, la méthodologie proposée, et le rapport qualité-prix.

Les exigences du cahier de charges sont détaillées dans ce document. Ci-après le calendrier des différentes étapes :

Evènements	Échéances*
Publication de l'appel d'offres	07 mars 2025
Questions/Clarification des soumissionnaires	Dès publication
Date limite de l'envoi des soumissions	22 mars 2025

**Veuillez noter que ces dates sont fournies à titre indicatif et peuvent être modifiées à tout moment. ECD se réserve le droit d'ajuster les étapes et échéances jusqu'à la sélection finale.*

Pour toute demande de clarification ou question relative à cet appel d'offres, veuillez utiliser l'adresse e-mail suivante : ALLECD-PVM@ecobank.com, en indiquant dans le champ objet : "ECD/008/RFP/2025" suivi du nom de votre société.

Les offres doivent être envoyées aux adresses précisées à l'Annexe_2 avant la date de clôture indiquée dans les documents de l'appel d'offres.

Nous attendons vos soumissions avec intérêt et vous remercions de l'attention portée à cette opportunité de collaboration avec Ecobank RDC.

Bien cordialement,

Samuel MULUMBA
Responsable des Services Généraux



Thierry MAKWALA
Directeur des Opérations

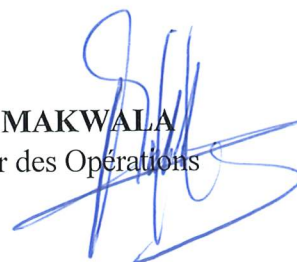


Table des matières

Lettre d'invitation	2
I. Introduction	5
I.1. A propos de Ecobank	5
I.2. Contexte	5
I.3. Objectif	5
I.4. Mission	6
I.5. Mesures générales	6
I.5.1. Conditions de Service	7
I.6.1. Lot 1 : Gardiennage des sites Ecobank RDC de l'Ouest-1	9
I.6.2. Lot 2 : Gardiennage des sites Ecobank RDC de l'Ouest-2	9
I.6.3. Lot 3 : Gardiennage des sites Ecobank RDC de l'Est et du Sud	9
I.10. Critères Techniques Requis	10
I.10.1. Informations administratives	10
I.10.2. Informations sur le personnel	11
I.10.3. Les superviseurs et chefs de poste	11
I.10.4. Conditions de travail	11
I.10.5. Système de recrutement	11
I.10.6. Prestations	12
I.10.7. Suivi des prestations et du personnel	13
I.10.8. Formation initiale délivrée par la société	13
I.10.9 Formation Continue	14
I.11.10. Information opérationnelle	14
I.10.11. Critères spécifiques pour les bâtiments de ECD	15
I.10.12. Sélection	15
I.11. Soumissions	15
ANNEXE 1 :	17
1.1. FORMULAIRE DE SOUMISSION TECHNIQUE	17
ANNEXE 2 :	22

2.1. CRITERES D'EVALUATION	22
TABEAU A- SYNTHESE DES CRITERES D'EVALUATION	23
TABEAU B – DETAILS DES CRITERES D'EVALUATION	23
2.2. ADMINISTRATION DE L'APPEL D'OFFRES (CONDITIONS GENERALES)	28
2.2.1. ENVOI DES SOUMISSIONS	28
2.2.2. PERIODE DE VALIDITE DES SOUMISSIONS	29
2.2.3. PROCEDURE D'EVALUATION ET NOTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE	29
2.2.4. ATTRIBUTION DU MARCHE	29
2.2.5. UTILISATION ET DIVULGATION DES INFORMATIONS	29
2.2.6. DECLARATION JURIDIQUE	30
2.2.7. ÉTHIQUE	30
2.2.8. ACCEPTATION DES MODALITES	30
2.2.9. OFFRE FINANCIERE	30
ANNEXE 3 :	31
3.1. Formulaire de soumission d'offre technique	31
ANNEXE 4 :	31
4.1. Antécédents et Expériences	31
ANNEXE 5	32

I. Introduction

I.1. A propos de Ecobank

Ecobank est la filiale de Ecobank Transnational Incorporated (ETI), société anonyme et société mère du Groupe Ecobank, a été fondée sous forme de holding en 1985 dans le cadre d'une initiative du secteur privé menée par la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie d'Afrique de l'Ouest, avec l'appui de la Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO).

Première banque panafricaine aujourd'hui, Ecobank est présente dans 36 pays du continent. Elle est plus présente en Afrique que toute autre banque du monde. Le double objectif d'Ecobank Transnational Incorporated est de consolider ses activités en tant que banque panafricaine moderne et de participer au développement économique et à l'intégration financière du continent.

Ecobank possède un avantage naturel, avec ses compétences bancaires panafricaines inégalées, acquises au cours des 25 dernières années. S'appuyant sur sa vaste présence géographique, ses compétences et ses performances, la banque a la volonté de proposer un rendement durable et de jouer un rôle catalyseur dans la transformation de l'Afrique. Elle continue de jouer un rôle essentiel, en tant que pionnier reconnu de l'intégration financière et des services bancaires inclusifs.

Pour plus d'informations sur le Groupe Ecobank, veuillez consulter notre site Web à l'adresse www.ecobank.com

I.2. Contexte

Ecobank RDC, acteur majeur du secteur bancaire en République Démocratique du Congo, attache une importance primordiale à la sécurité de ses collaborateurs, clients et installations. Dans le cadre de l'amélioration continue de ses standards de sécurité, la Banque souhaite engager une ou plusieurs sociétés spécialisées pour assurer la sécurité physique de ses agences, sites administratifs, et autres locaux sur l'ensemble du territoire national.

Ce projet inclut la fourniture de services de gardiennage, le contrôle des accès, la gestion des systèmes de sécurité existants (caméras, alarmes, etc.) et la réponse rapide aux incidents, en conformité avec les exigences réglementaires et les meilleures pratiques internationales.

I.3. Objectif

La mission visera à garantir :

1. **La protection des locaux** contre les intrusions, les vols, le vandalisme et autres actes malveillants.
2. **La sécurité des personnes** (employés, clients et visiteurs) sur les sites de la Banque.
3. **La surveillance proactive** à travers des rondes régulières et l'utilisation d'équipements modernes de sécurité.

4. **La gestion des incidents sécuritaires** grâce à des procédures d'intervention rapide et des rapports détaillés.
5. **Le respect des normes** de sécurité physique adaptées à un environnement bancaire.
6. **La gestion des incidents et de réponse rapide** en cas d'urgence.
7. **Proposer des recommandations** pour améliorer la sécurité globale des installations

I.4. Mission

Pour l'ensemble des Lots le(s) prestataire(s) retenu(s), devront :

- Assurer la protection du siège Ecobank RDC,
- Contrôler et filtrer les entrées et sorties des personnes et des véhicules et de tous engins roulants.
- Accueillir et assister les visiteurs et les clients des Occupants des locaux
- Enregistrer les identités
- Délivrer les badges aux visiteurs.
- Informer, encadrer, orienter et diriger les visiteurs.
- Interdire l'accès du site à toute personne non autorisée
- Effectuer des rondes afin de dissuader tout malfaiteur.
- Monitorer le système de vidéo surveillance et tous les équipements installés dans les locaux et reporter tout incident à temps au service Facility.
- Tenir à jour et à tous les postes un cahier des événements qui doit être remis au responsable de la sécurité d'ECD.
- Prévenir les actes de malveillance / détection de surveillance.
- Rédiger un rapport d'activités et / ou d'incident.

I.5. Mesures générales

- La société de gardiennage est responsable civilement pour les actes de son personnel dans le cadre de l'exécution du présent contrat. L'ensemble du personnel mis en œuvre dans le cadre du présent contrat, devra se conformer à la réglementation en vigueur à Ecobank RDC qui leur sera communiquée.
- Les gardiens doivent avoir reçu au préalable une formation appropriée en matière de sécurité, ils doivent être apte physiquement à exercer leur emploi et suivre une formation régulière conformément à un programme qui sera présenté au préalable.
- Ils doivent être en mesure d'écrire et de s'exprimer en français et ils doivent de manière permanente porter leur uniforme de travail et disposer de l'équipement individuel prévue contractuellement (bâton tactique, postes radio portatifs, sifflets, lampes, casquettes...).
- La société de gardiennage est tenue de se conformer aux dispositions légales relatives à la protection des travailleurs. La société est tenue de contracter une assurance en responsabilité du fait de la faute d'un ou plusieurs agents dans le cadre de l'exécution du contrat.

- La société de gardiennage est tenue de contracter une assurance couvrant tous les risques auxquels ses employés pourraient être directement exposés du fait de leur activité et auxquels ses clients pourraient être exposés du fait d'une défaillance avérée du système de gardiennage mis en place.
- La société de gardiennage, en cas de vol ou de dommage aux biens ne sera tenue responsable que de la faute imputable à ses agents...
- En cas d'incident, la société doit être en mesure d'intervenir instantanément, dans le but de renforcer l'équipe sur le terrain. Elle s'engage à envoyer une voiture d'intervention dans un délai maximum de 10 minutes après réception de l'alerte, la nuit (entre 20h00 et 6h00) et dans un délai maximum de 20 minutes, le jour. Elle s'engage également à déférer aux autorités compétentes toute personne interpellée par ses équipes.
- La société doit établir un protocole d'intervention avec les forces de sécurité qui seront présentées à Ecobank RDC.
- La société de gardiennage est tenue d'informer immédiatement le responsable désigné par le contrat et de fournir un rapport écrit dans les 24 heures qui suivent l'incident.

I.5.1. Conditions de Service

Le travail de gardiennage s'effectue selon le principe de deux équipes travaillant 12 heures chacune. Un jour de repos minimum sera accordé hebdomadairement.

La société doit disposer d'un système de communication radio VHF/UHF, offrant des liaisons fiables en toutes circonstances, 24h/24, entre tous les acteurs.

I.5.1.1. Le(s) superviseur(s) :

En liaison avec son siège, il supervise la bonne tenue de l'ensemble des sites, il assure le contrôle de la performance de l'ensemble du personnel et du matériel mis en place par la société. Il effectue des contrôles aléatoires sur les différents sites (au moins deux fois entre 00h00 et 6h00), vérifie que les consignes sont connues et appliquées. Il aura en sa possession un exemplaire des consignes particulières des enceintes d'Ecobank RDC.

Le superviseur est responsable des équipes déployées dans les sites. Il doit connaître les règles générales de sécurité, les consignes particulières adaptées à tous les sites placés sous sa responsabilité et vérifier le respect et l'application de ces règles et consignes par les gardiens qui sont sous ses ordres. Il doit s'assurer que l'ensemble des registres est tenu à jour, recueillir les informations de ses agents à la descente et veiller à ce que la passation des consignes particulières soit effectuée entre les gardiens descendants et montants.

Lors de ses passages sur chaque site, il vérifie l'environnement extérieur immédiat, il vise et paraphe les registres sur place.

Il rédige le rapport hebdomadaire de synthèse des différents événements des différents postes pour transmission au responsable technique de sa société et au haut Responsable Sécurité de ECD.

Il intervient en cas d'incidents ou de problèmes liés à la sécurité des Agents de ECD en liaison avec sa direction, la cellule de sécurité et les forces de l'ordre.

Le superviseur doit avoir une bonne connaissance du fonctionnement et des savoir-faire des forces de l'ordre ; il est susceptible de servir de relais avec les autorités de police en cas de problème sur la voie publique ou dans un des sites de leur responsabilité.

En cas d'incident, il veille à la mise en œuvre des consignes et effectue les comptes-rendus verbaux et écrits au Responsable de la Sécurité de ECD.

Il veille à ce que le matériel prévu soit mis à la disposition du personnel de garde (détecteurs de métal, miroirs d'inspection des véhicules, vidéo surveillance etc.) et en parfait état d'usage.

La société mettra en place un système de contrôle aléatoire des sites 24h/ 24, 7jours/ 7 avec un système d'intervention immédiate.

I.5.1.2. Les agents de sécurité :

Leur mission principale est d'organiser les contrôles aux accès et la surveillance de l'environnement immédiat des installations de ECD. Les gardes appliqueront strictement les consignes de ECD relatives à l'accès de personnes et de véhicules aux installations dont ils ont la charge (personnel de ECD, visiteurs, prestataires de services, ...)

Ils sont tenus de signaler immédiatement toute situation anormale au Responsable Sécurité de ECD.

Ils doivent appliquer les consignes relatives à la surveillance des installations et de leurs abords

- Tenir à jour les documents prévus par les consignes du poste,
- En cas d'incident, appliquer les procédures en vigueur et rendre compte à qui de droit, verbalement et par écrit, des mesures prises.

I.5.1.3. Les équipements :

Au minimum, les gardiens doivent être munis d'un moyen de communication (radio ; téléphone) qui les reliera de manière permanente avec leur centre d'opération (capacité d'intervention) de leurs sociétés (superviseurs). La fourniture et l'entretien des moyens de communication relèvent de la responsabilité de la société. Lorsqu'un équipement spécial de défense est mis en place, les gardiens doivent être formés et entraînés à son utilisation.

Le sifflet, la torche et le bâton tactique sont obligatoires sur les sites qui devront par ailleurs être équipés d'une fiche de consignes de sécurité et d'un cahier d'évènement.

Les gardiens doivent toujours être dans une tenue irréprochable et disposer d'effets vestimentaires adaptés aux conditions climatiques.

Le superviseur doit disposer d'un véhicule adapté aux exigences de sa mission, et des moyens de communication (radio, téléphone), toujours en parfait état de marche et disponible 24h/24.

La société doit disposer d'un centre d'opérations équipé de moyens de communications (radios, téléphone) de manière à être en contact permanent avec les sites à protéger.

N.B. : L'offre est divisée par Lot, chaque soumissionnaire est libre de choisir le lot auquel il veut souscrire. Les soumissionnaires peuvent souscrire dans un ou plusieurs lots.

I.6. Lots

I.6.1. Lot 1 : Gardiennage des sites Ecobank RDC de l'Ouest-1

Il s'agit de tous les sites de la ville de Kinshasa. Noté que le siège ECD fait partie de ce lot, celui-ci compte 8 étages, un rez-de-chaussée, une mezzanine et 2 sous-sols. Vous trouverez en annexe le tableau comprenant tous les détails sur les sites ECD de la ville de Kinshasa.

I.6.2. Lot 2 : Gardiennage des sites Ecobank RDC de l'Ouest-2

Il s'agit de tous les sites de la ville Kikwit et de Matadi.

I.6.3. Lot 3 : Gardiennage des sites Ecobank RDC de l'Est et du Sud

Ce lot contient les sites des villes de Goma, Bukavu, Lubumbashi, Kolwezi et Likasi.

QUESTIONNAIRE SUR LES SOCIETES PRIVEES DE SECURITE EN RDC

à retourner par le soumissionnaire dument rempli et signé

(partie technique de l'offre)

INFORMATION

Les offres des différents Lots concernent tous l'ensemble des locaux, dont les détails sont ajoutés en annexe. Voir ANNEXE 6.

AVERTISSEMENT TRES IMPORTANTS A L'ADRESSE DES SOUMMISSIONNAIRES

Ces questions permettront au comité de dépouillement et de sélection de l'appel d'offres de faire l'appréciation technique des offres soumises. Ce comité pourra effectuer une évaluation sur le terrain et s'assurera de l'exactitude des réponses. Il fera un planning de visite qui sera soumis aux sociétés présélectionnées.

Certaines questions peuvent ne pas avoir de réponses encore applicables dans votre société. Ceci ne peut constituer un critère d'élimination. Dans ce cas, il serait souhaitable de préciser si cela est envisagé ou pas et de donner les délais et le chronogramme de mise en place.

En revanche toute information inexacte partiellement ou totalement, toute réponse non fondée sur des preuves, entraine automatiquement le rejet de l'offre. N'hésitez pas donc à soutenir toutes les réponses de données matérielles fiables et vérifiables, de documents de référence des services nationaux ou d'agences privés compétents (impôts, sécurité sociale, assurance, bilans et rapports d'auditeurs internes et externes, attestation de la banque, autorisation officielle, attribution de fréquence radio, états numériques de matériels et reçu d'achats de matériels, états numériques du personnel, listes nominatives de personnes essentielles, diplômes et expériences.

I.10. Critères Techniques Requis

I.10.1. Informations administratives

- a. La société a-t-elle une licence valide pour exercer ses activités de sécurité dans le pays ?
- b. La société est-elle enregistrée à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ?
- c. La société inscrit-elle tout son personnel à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ?
- d. La société a-t-elle une couverture médicale pour tout le personnel ?
- e. La société fournit-elle une assurance pour ses employés en cas d'accident du travail ? (Fournir attestation certifiée Documents d'assurance responsabilité professionnelle) ?
- f. Qui sera la personne en charge du suivi du projet de garde et protection de ECD ?
- g. Mentionner les clients de votre société (autres institutions financières, résidences privées, autorités, grands magasins, escortes de VIP, Transport de fonds)
- h. Mentionner les villes où votre entreprise propose ses services
- i. La société fournit-elle une assurance pour ses employés en cas de maladie, (fournir attestation certifiée) ?
- j. Depuis combien de temps votre société offre des services de sécurité en RDC ?
- k. Quelle est la date du dernier audit interne de votre entreprise ?

- l. Depuis les deux dernières années, y-a-t-il eu des arriérés de salaires dus aux employés ?
- m. Y-a-t-il eu des grèves du personnel ? Pour quel motif ?
- n. Quels sont les autres services que votre compagnie propose ?

I.10.2. Informations sur le personnel

- a. Quel est le nombre d'employés par rapport au nombre d'agents de sécurité (ratio) ?
- b. Est-ce que vous êtes en mesure de fournir la liste complète du personnel ?
- c. Quel est le ratio « superviseur/personnels affecté à la garde ?
- d. Quel est le coefficient de rotation des gardes dans la société pour les années 2023-2024 ?
- e. Quelles sont les raisons des départs volontaires s'il y en a eu ?
- f. Quelles sont les raisons des licenciements pour les années 2023-2024 ?
- g. Quelle est votre capacité actuelle de fournir des gardes ? (Validé et entraîné) ?
- h. Quelle est la moyenne d'âge des gardes au moment de l'enquête ?
- i. Existe-t-il un dossier individuel par garde ? Un suivi des dossiers est-il organisé ?
- j. Quel est le salaire minimum des gardes, des superviseurs ?

I.10.3. Les superviseurs et chefs de poste

- a. Quelle est l'expérience requise pour les superviseurs et chefs de poste ?
- b. Quelle est la durée en moyenne de leur contrat de travail ?

I.10.4. Conditions de travail

- a. Est-ce que vous pouvez garantir au client, sur sa demande, la relève de tout agent incompetent (le client devra justifier sur des faits sa demande de relève) ?
- b. Par quels moyens pouvez-vous garantir que le changement et rotation des gardes n'affecteront pas la maîtrise des consignes et l'utilisation du matériel de sécurité mis en œuvre ?
- c. Pouvez-vous assurer la continuité du service de garde aux horaires des repas ? Expliquez comment.
- d. Quels sont les critères pour la notation des agents ? Périodicité de ces évaluations ? Quelles sont les voies de recours dont ils disposent ?
- e. Y a-t-il un système d'appréciation/motivation des gardes par le management de la société ?
- f. Votre entreprise offre-t-elle une pension-retraite pour ses employés en limite d'âge ?
- g. Est-ce que les procédures clés qui relèvent des opérations de votre entreprise sont mises à disposition de votre personnel de façon à être consultables à chaque poste de garde ?

I.10.5. Système de recrutement

- a. Enquête de moralité : Expliquer la procédure pour garantir l'intégrité morale des personnes recrutées ? (Par exemple certificat de bonne conduite de précédents employeurs, un extrait du casier

judiciaire datant de maximum six mois).

b. **Critères médicaux** : Expliquer la procédure pour garantir que les agents sont en bonne santé et ne peuvent en aucun cas être atteints de maladies transmissibles, ou de malformations qui les rendent moins aptes à exécuter les missions de jour comme de nuit.

c. **Toxicologie** : Expliquer la procédure pour garantir que le garde ne peut en aucun cas être dépendant à la drogue et d'autres produits interdits. S'il prend des médicaments prescrits par un médecin, ces médicaments ne doivent pas réduire sa capacité à remplir sa mission.

d. **Critères physiques** : Quelle est la preuve de bonne santé physique ? Quels sont les critères pour évaluer le niveau physique exigé des agents ?

e. Critères intellectuels : Quelle est le niveau de scolarisation demandé ? Expliquer la procédure pour garantir que les agents sont en capacité de comprendre les ordres et consignes en français ?

f. Quelle est la formation de sécurité avant recrutement requise pour les candidats ?

g. Quelle est l'expérience dans le domaine de la sécurité avant recrutement requise pour les candidats ?

h. Quelle est la formation dans le domaine de la sécurité pour les agents qui sont recrutés ?

i. Sur quelle base s'effectuera la sélection des gardes affectés au service de ECD, en cas de sélection ?

j. Expliquer la procédure pour la vérification des antécédents des agents non Congolais s'il y en a.

I.10.6. Prestations

a. Quelles sont les garanties financières offertes par l'entreprise en cas de vol ou dommages affectant ECD lorsque la responsabilité du personnel est engagée ?

b. Votre entreprise a-t-elle un système d'investigation effectif des incidents, incluant une analyse de chaque incident, une évaluation des causes, une communication des enseignements tirés ?

c. Quelles sont les mesures en place pour assurer un service de qualité en cas de sélection ?

d. Décrivez les mesures correctives qui sont mises en place suite à des incidents ?

e. Utilisez-vous un système de pointage électronique (à intervalles et emplacements spécifiés) pour superviser le personnel affecté à la garde lors des rondes de sécurité nocturnes ? Si oui, précisez.

i. Si un retard de pointage donne l'alerte à la salle opérationnelle de votre entreprise

ii. Ce qu'un retard de pointage déclenche comme suivi ou réaction opérationnelle.

f. Est-ce que les services proposés peuvent inclure la fourniture d'informations sur la sécurité en temps réel (message internet ou SMS) envoyés à des employés identifiés au sein de ECD ?

g. Est-ce que les services proposés peuvent inclure la fourniture d'un bulletin hebdomadaire sur les incidents liés à la sécurité, indices sur la criminalité ?

h. Votre société propose-t-elle des installations de systèmes d'alarme électronique activées par détecteurs automatique tels que détecteurs de choc, détecteurs d'ouverture de portes et fenêtres et de

mouvement.

- i. Votre société propose-t-elle des installations de systèmes de détection incendie ?
- j. Etes-vous disposé à nous fournir des informations statistiques des années 2022-2023-2024 sur :
 - Le nombre et nature des incidents,
 - Type de réponses adoptées,
 - Mesures prises et suivi réalisé,
 - Les capacités actuelles de réaction,
 - Nombre d'équipes en véhicule :
 - Délai intervention garanti,
 - Composition des équipes
 - Nature des moyens à disposition.

I.10.7. Suivi des prestations et du personnel

1. Décrivez les mesures en place pour assurer le contrôle et bon fonctionnement :
 - a. Du matériel de communication personnel et collectif des radios ? licence ? Batteries de rechange, système de rechange, ...
 - b. Du système d'alarme relié au central, la salle d'opérations de la société, vers le client
 - c. Salle d'opérations permanence/24 /7/365
 - d. Quelle est la fréquence des contrôles de garde par les superviseurs ? par jour /semaine ? Régularité ?
2. Décrivez les mesures en place pour :
 - a. Le contrôle des patrouilles ?
 - b. Le suivi porté à la tenue et l'équipement.
 - c. Le comportement et le respect des consignes par les agents de la société ?
 - d. Les revues d'incidents et leur suivi ?
 - e. Assurer le remplacement définitif de votre personnel affecté en cas de conduite jugée inappropriée à partir du moment où la demande est notifiée ?
3. Décrivez les mesures disciplinaires en place :
 - a. En cas de mauvais comportement de la part d'un garde ?
 - b. En cas d'absence d'un garde lors de la relève (maladie, retard, abandon de poste)
 - c. En cas de faute lors d'un incident

I.10.8. Formation initiale délivrée par la société

Est-ce que vous/votre société est en mesure d'assurer la formation de base sur les domaines suivant :

- (1) Rapports avec la hiérarchie.
- (2) Discipline,

- (3) Lois internationales, humanitaire, lois du pays,
- (4) Légitime défense,
- (5) Premiers soins,
- (6) Missions de base d'un garde,
- (7) Utilisation des menottes,
- (8) Procédures de contrôles aux accès,
- (9) Identification du personnel,
- (10) Fouille de personnel (genre, détecteur, fouille manuelle)
- (11) Réaction en cas d'incendie,
- (12) Réaction en cas d'urgence,
- (13) Etablissement journalier de rapport de mission,
- (14) Training particulier aux procédures typiques de ECD,
- (15) Formation des superviseurs,
- (16) Techniques de communication,
- (17) Conscience culturelle et contact avec la diversité,
- (18) Observation et rapport,
- (19) Approche psychologique des conflits,
- (20) Rapports avec la hiérarchie.

I.10.9 Formation Continue

Est-ce que vous/votre société peut assurer un programme de formation continue ?

- a. Décrire le programme de formation continue, modules/heures
- b. Disposez-vous d'un système de mise à niveau des gardes ? si oui fréquence ?
- c. Avec quelle fréquence vous faites des exercices de simulation ?

I.11.10. Information opérationnelle

Uniforme, Equipement, Véhicules

Est-ce que votre société peut garantir pour chaque agent :

- Tenue complète fournie par la société (uniforme),
- Indiquer quelle est la fréquence de renouvellement des tenues (usure),
- Tenue de protection contre la pluie,
- Protection contre les moustiques

- Autres matériels (menottes, bâton, taser, armes non létales)
- Radio,
- a. Est-ce que le chef de poste dispose d'un téléphone en cas de besoin lui permettant de communiquer avec l'extérieur ?
- b. De combien de véhicules disposez-vous ?
- c. Quels types de véhicules ? Nombre ? État (année)
- d. Combien de véhicules opérationnels (mission de routine et d'urgence) sont équipés avec des radios VHF mobiles ?

I.10.11. Critères spécifiques pour les bâtiments de ECD

- Age : entre 21 et 45 ans ;
- Conditions physiques : être en mesure de remplir toutes les fonctions d'agent de sécurité.
- Sexe : Au moins un agent féminin doit être engagé au siège pour permettre la fouille des visiteurs féminins.
- Les gardes proposés doivent obligatoirement parler couramment français et être capable de rédiger un compte rendu sommaire. Parler et écrire en anglais constituerait un avantage supplémentaire.

I.10.12. Sélection

- a. Seules les entreprises qui correspondent aux critères énumérés en haut pourront présenter leurs candidatures pour les services de Sécurité et Gardiennage de ECD.
- b. L'entretien de personnalité et les vérifications des antécédents doivent être accomplis par le responsable de la société de sécurité avant que le candidat ne soit soumis à l'approbation finale du responsable de la sécurité.

I.11. Soumissions

- **Les pièces administratives suivantes doivent accompagner le dossier de soumission :**
 - Statuts
 - Identification Nationale,
 - Extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier,
 - Avis d'assujettissement à la TVA,
 - Numéro d'Identifiant Fiscal,
 - Relevé de l'Identité Bancaire (RIB)
 - Permis d'Exploitation pour une société de Gardiennage du Ministère de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières

- **Expertise de l'Entreprise / Organisation :**

- Présentation commerciale de l'organisation (Année de création, Nombre d'année d'existence, etc.)
- Les dirigeants et leur background dans l'activité
- Le personnel (Organisation, nombre, expérience)
- Références

- **Capacité financière :**

- **Présentation du chiffre d'affaires :** Les candidats doivent fournir une présentation claire et détaillée du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois (3) derniers exercices, en indiquant la répartition par secteur d'activité ou par catégorie pertinente.
- **Résumé des états financiers :** Fournir un tableau récapitulatif des principaux postes des états financiers ou leurs équivalents (compte de résultats, bilan, etc.) pour les deux (2) dernières années. Ce tableau doit permettre une analyse rapide de la situation financière.
- **Bilans des trois (3) derniers exercices :** Joindre les bilans détaillés des trois (3) derniers exercices, certifiés par un auditeur externe ou tout organisme compétent, pour permettre une évaluation approfondie de la solidité financière.

ANNEXE 1 :

1.1. FORMULAIRE DE SOUMISSION TECHNIQUE

FORMAT DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION TECHNIQUE INSEREZ LE TITRE DES SERVICES PRECISEZ LE LOT AUQUEL VOUS POSTULEZ

Remarque : les soumissions techniques qui ne respecteront pas le présent format de présentation pourront être rejetées. La soumission financière doit être incluse dans une enveloppe séparée.

Nom de l'organisation/la société soumissionnaire :	
Pays d'immatriculation :	
Nom de la personne à contacter au titre de la présente soumission :	
Adresse :	
Téléphone/fax :	
Courrier électronique :	

SECTION 1 : EXPERTISE DE LA SOCIETE/ORGANISATION
<i>Cette section doit expliquer de manière exhaustive les ressources du soumissionnaire s'agissant du personnel et des installations nécessaires à la satisfaction des exigences. L'intégralité du contenu de la présente section peut être modifié ou développé en fonction des critères d'évaluation indiqués dans la RFP.</i> <u>1.1 Brève description du soumissionnaire en tant qu'entité.</u> Fournissez une brève description de l'organisation/de la société soumissionnaire, ses mandats légaux/activités commerciales autorisées, l'année et le pays de constitution, les types

d'activités et le budget annuel approximatif, etc. Mentionnez sa réputation, tout antécédent en matière de contentieux et d'arbitrage auquel l'organisation/la société a été mêlée et qui pourrait compromettre ou affecter la fourniture des services, en indiquant l'état/le résultat desdits contentieux/arbitrages.

1.2. Capacité financière. Fournissez les états financiers vérifiés des 3 dernières années (état des résultats et bilan) dûment certifiés par un expert-comptable.

1.3. Réalisations et expérience. Fournissez les informations suivantes concernant votre expérience au cours des cinq (5) dernières années qui est liée ou utile à celle que le présent contrat requiert.

Nom du projet	Client	Valeur du contrat	Période d'activité	Types d'activités entreprises	Etat ou date d'achèvement	Coordonnées des références (nom, téléphone, courrier électronique)

SECTION 2 – APPROCHE ET PLAN D'EXECUTION

La présente section doit démontrer la prise en compte par le soumissionnaire des TDR en identifiant les différents composants proposés, en répondant aux exigences, telles qu'indiquées, point par point, en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles proposées, et en démontrant comment la méthodologie proposée respecte ou dépasse les exigences requises par ECD.

2.1. Approche des services/travaux requis. Veuillez fournir une description détaillée de la méthodologie selon laquelle l'organisation/la société se conformera aux Termes de référence (TDR) du projet,

2.2. Mécanismes de vérification en matière d'assurance de la qualité technique. La méthodologie doit également inclure des informations sur les mécanismes de

vérification internes du soumissionnaire en matière d'assurance de la qualité technique.

Modalités d'exécution : Le prestataire devra fournir une explication détaillée des modalités d'exécution du projet requis (nombre de gardes, emplacements et rotations, équipements de surveillance).

2.4. Sous-traitance. Indiquez si des prestations seront sous-traitées, les identités et qualifications des sous-traitants, le pourcentage des travaux concerné par cette sous-traitance, et les rôles exacts des sous-traitants proposés. Une attention particulière doit être accordée à la description précise du rôle de chaque sous-traitant et de la manière dont tous les intervenants fonctionneront en tant qu'équipe.

2.5. Risques / mesures d'atténuation. Veuillez décrire les problèmes potentiels qui sont liés à la mise en œuvre du présent projet. Ces problèmes peuvent-ils avoir un effet sur l'obtention et la réalisation en temps voulu des services attendus, ainsi que sur leur qualité. Décrivez les mesures qui seront mises en place pour atténuer ces problèmes.

2.6 Informations et contrôle. Veuillez fournir une brève description des mécanismes proposés au titre du présent projet pour informer ECD y compris un calendrier de présentation de rapports.

2.7 Stratégie de lutte contre la corruption. Définissez la stratégie de lutte contre la corruption qui sera appliquée dans le cadre du présent projet pour empêcher le détournement de fonds. Décrivez les contrôles financiers qui seront mis en place.

2.8. Partenariats. Expliquez tout partenariat avec des organisations locales, internationales ou autres qui est prévu pour la réalisation du projet. Une attention particulière doit être accordée à la description précise du rôle de chaque entité et de la manière dont tous les intervenants fonctionneront en tant qu'équipe. Nous vous incitons à fournir des lettres d'engagement émanant des partenaires et à indiquer si certains ou tous ont déjà travaillé ensemble de manière satisfaisante dans le cadre de projets antérieurs.

2.9 Déclaration d'information complète. Ceci a pour objet d'indiquer tout conflit d'intérêts potentiel, conformément à la définition.

2.10 Autre. Toute autre observation ou information concernant l'approche et la méthodologie qui seront adoptées au titre du projet.

SECTION 3 : PERSONNEL

3.1 Structure de direction. Décrivez la méthodologie en ce qui concerne la planification et la mise en œuvre de cette activité. Incluez un organigramme au titre de la gestion du projet décrivant les relations des postes et fonctions clés.

3.2 Répartition des heures du personnel. Fournissez un tableau décrivant les activités de chaque membre du personnel et la durée de sa participation. (Remarque : ce tableau est essentiel et aucun remplacement des membres du personnel ne sera toléré une fois le contrat attribué, sauf dans des circonstances extrêmes et avec l'approbation écrite du ECD. Si un tel remplacement est inévitable, il ne pourra se faire qu'avec une personne qui, de l'avis du chef de projet du ECD, sera au moins aussi expérimentée que la personne remplacée et uniquement avec l'approbation de ECD. Aucune augmentation des coûts ne sera prise en compte du fait d'un remplacement.)

3.3 Qualifications du personnel clé. Fournissez les CV des membres du personnel clé (chef d'équipe, personnel de direction et d'encadrement) qui participeront à la réalisation du présent projet. Les CV doivent démontrer les qualifications des intéressés dans des domaines utiles au contenu des services. Veuillez utiliser le format de présentation ci-dessous :

Nom :		
Fonctions dans le cadre du contrat :		
Nationalité :		
Coordonnées :		
Pays d'acquisition de l'expérience professionnelle :		
Connaissances linguistiques :		
Formation et autres qualifications dans le domaine de la sécurité ou un domaine proche :		
Résumé de l'expérience :		
Expérience utile (à partir de la plus récente) :		
Période : du ____ au ____	Nom de l'activité/du projet/de l'organisation de	Fonctions et activités entreprises/description

	financement	du rôle effectif :
<i>Par ex., de juin 2012 à janvier 2013</i>		
<i>Etc.</i>		
<i>Etc.</i>		
Référence n° 1 (au minimum 3) :	<i>Nom</i> <i>Fonctions</i> <i>Organisation</i> <i>Coordonnées : adresse, téléphone, courrier électronique, etc.</i>	
Référence n° 2	<i>Nom</i> <i>Fonctions</i> <i>Organisation</i> <i>Coordonnées : adresse, téléphone, courrier électronique, etc.</i>	
Référence n° 3	<i>Nom</i> <i>Fonctions</i> <i>Organisation</i> <i>Coordonnées : adresse, téléphone, courrier électronique, etc.</i>	
_____ _____ Signature du chef/membre de l'équipe _____ Date de signature		

ANNEXE 2 :

2.1. CRITERES D'EVALUATION

Ces critères ne sont pas nécessairement exhaustifs et ECD se réserve le droit d'ajuster les critères d'évaluation à tout moment jusqu'au choix de la solution.

ECD pourra demander des informations complémentaires pendant le processus d'évaluation. En outre, ECD pourra contacter les références indiquées si nécessaire.

ECD peut également inviter les représentants des soumissionnaires dans ses bureaux pour qu'ils présentent leurs propositions.

Seuls les dossiers complets, avec des propositions 100% conformes aux spécifications minimales demandées seront acceptées.

Tout dossier, incomplet, et toute proposition non conforme au cahier de charges sera rejeté.

La méthode d'évaluation qui s'applique à cet appel d'offres est la méthodologie des qualifications techniques au moindre prix : le marché sera attribué à la société qui possède les qualifications techniques requises et propose le plus faible prix / taux de rémunération selon le principe du meilleur rapport qualité-prix.

La méthode d'évaluation qui s'applique à cette offre est la méthode combinée avec 70% pour l'évaluation technique et 30% pour l'évaluation financière. Pour être techniquement qualifiés, les soumissionnaires doivent obtenir au moins 70 sur 100 au niveau de l'évaluation technique pour que leur offre financière soit éligible à l'évaluation financière.

La formule de notation des soumissions se présente de la façon suivante :

Notation de la soumission technique (ST) :

Notation de la ST = (note totale obtenue par la soumission / note maximum pouvant être obtenue par la ST) x 100

Notation de la soumission financière (SF) :

Notation de la SF = (prix offert le plus bas / prix de la soumission examinée) x 100

Note combinée totale :

(Notation de la ST) x (coefficient de pondération de la ST, par ex. 70 %)

+ (notation de la SF) x (coefficient de pondération de la SF, par ex. 30 %)

Notation combinée et finale totale de la soumission

Les principaux critères d'évaluation sont les suivants :

TABEAU A- SYNTHESE DES CRITERES D'EVALUATION

Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique		Coefficient de pondération de la note	Points maximum
1.	Expertise de l'Entreprise / de l'Organisation	40 %	400
2.	Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution	50 %	500
3.	Structure de direction et personnel clé	10 %	100
Total			1000

TABEAU B – DETAILS DES CRITERES D'EVALUATION

Evaluation de la soumission technique Formule 1		Points maximum
Expertise de l'Entreprise /de l'Organisation		
1.1	Réputation de la structure / crédibilité / fiabilité / réputation dans le secteur d'activité lié au gardiennage	150
1.2	Capacité organisationnelle générale susceptible d'avoir une incidence sur la réalisation du projet - Stabilité financière - Consortium peu structuré, société holding ou une entreprise - Âge / Taille de l'entreprise - Solidité du soutien à la gestion du projet	50

	- Capacité de financement du projet - Moyens de contrôle de la gestion du projet - Equipements techniques (salle radio, véhicules, moyens de communications etc....) - Disponibilité de ressources suffisantes pour entreprendre avec succès une telle mission	
1. 3	Mesure dans laquelle des travaux seraient sous - traités (la sous-traitance comporte des risques supplémentaires susceptibles d'avoir une incidence sur la réalisation du projet mais elle permet d'avoir accès à des compétences spécialisées, à condition d'y procéder de la manière appropriée).	10
1. 4	Procédures en matière d'assurance de la qualité, garantie	25
1. 5	Utilité : - De connaissances spécialisées en matière de gardiennage et sécurité - D'une expérience dans le cadre de contrats similaires avec d'autres institutions dans le domaine du gardiennage	165
Total de la partie 1		400
Evaluation de la soumission technique Formule 2		Points maximum
Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution		
2 . 1	Dans quelle mesure le soumissionnaire comprend-il la tâche de gardiennage ?	30
2 . 2	Les aspects importants de la mission à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée de sorte à produire les résultats attendus ?	25
2 . 3	Les différents composants du projet sont-ils appréciés de manière adéquate les uns par rapport aux autres et en fonction des Termes de Reference ?	20
2 . 4	L'étendue du travail est-elle bien définie et correspond-elle aux TDR, y compris mais pas limitée à : -l'assurance adéquate du prestataire, souscrite auprès d'une Compagnie d'Assurance financièrement en mesure de couvrir le prestataire au cas où ce dernier serait obligé de dédommager ECD) ;	55

	- l'organisation de la société en cas de crise, sa capacité à assurer la mise en sécurité des personnes en cas de troubles majeurs. Accès à l'information lié à la sécurité, contacts avec les autorités locales, avec les services de sécurité de ECD).	
2 . 5	Mécanisme de coordination proposé pour faire remonter efficacement les informations et produire des rapports de mise en œuvre réguliers.	65
2 . 6	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet ? Quel est le temps de réaction : la volonté exprimée et la capacité de prendre en charge d'une tâche urgente et en dehors des heures normales de travail ?	220
2 . 7	La présentation est-elle claire, le déroulement des activités et la planification sont-ils logiques, réalistes et garantissent-ils une réalisation efficace de la sécurité physique et de la protection des personnes et des biens.et /ou du gardiennage ?	85
	Total de la partie 2	500
Evaluation de la soumission technique Formulaire 3		Points Maximu m
Structure de direction et personnel clé (Joel, il faut distribuer les 100 Points restants ici)		
3 . 1	Directeur ou équivalent	140
		No te par tiel le
	Qualifications générales	12 0

	Adéquation au projet			
	- Expérience Professionnelle dans le domaine militaire et du gardiennage (au moins 5 ans).	25		
	- Expérience dans la gestion de contrat similaires.	20		
	- Expérience professionnelle en matière de gardiennage.	45		
	- Appartenance à une organisation professionnelle en sécurité physique et de la protection des personnes et des biens...	30		
	- Connaissances du milieu local, forte capacité de collecte d'information et de renseignements sur le lieu / pays d'activité et collaboration avec les autorités compétentes en vue de la coordination d'actions spécifiques dans le cadre de la mission de sécurisation confiée		20	
		140		
3 . 2	Expert confirmé			120
		Note partiel le		
	Qualifications générales		100	
	Adéquation au projet			
	- Expérience militaire et sécurité physique et de la protection des personnes et des biens	15		
	- Type de formation proposée et pertinence face à la mission	15		
	-Expérience professionnelle en matière de gardiennage	45		

	- Connaissance du marché local pays	25		
	- Appartenance à une organisation professionnelle de sécurité physique et de la protection des personnes et des biens		20	
			120	
3 . 3	Autres Experts / Gardes			40
			Note partiel le	
	Qualifications générales : Niveau d'étude, antécédent de type militaire ou paramilitaire, type de formation, certifications complémentaires (Secouriste...) ...		30	
	Adéquation au projet			
	- Expérience en sécurité physique et de la protection des personnes et des biens	5		
	- Expérience en matière de gardiennage	5		
	- Expérience professionnelle dans le domaine de spécialisation	10		
	- Connaissance du marché local pays	10		
	- Connaissances linguistiques et/ou niveau d'étude minimale proposé		10	
			40	
	Total de la partie 3			300

2.2. ADMINISTRATION DE L'APPEL D'OFFRES (CONDITIONS GENERALES)

2.2.1. ENVOI DES SOUMISSIONS

Les soumissionnaires intéressés sont invités à soumettre leur dossier de soumission, comprenant une offre technique et une offre financière, sous format PDF. En complément, un fichier Excel détaillant les prix des articles proposés devra également être transmis.

Chaque dossier de soumission, incluant l'offre financière (fichier PDF et fichier Excel), devra être protégé par **un mot de passe**. Ce mot de passe devra être envoyé séparément à l'adresse indiquée ci-dessous.

Eléments	Echéances	Adresse
Dossier de soumission sécurisé par un mot de passe	18 mars 2025	ECD-RFP@ecobank.com
Mot de passe	18 mars 2025	ECD-RFP-PWD@ecobank.com

NB : Toute offre qui ne sera pas envoyée selon l'approche indiquée ci-dessus sera automatiquement rejetée.

Les soumissionnaires doivent être conscients que le simple fait de présenter une offre, en soi, implique que le soumissionnaire accepte toutes les conditions de la présente RFP.

Il est de la seule responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que les offres techniques et financières contenant la proposition parviennent à ECD avant la date limite indiquée dans la présente RFP. Les propositions reçues après la date limite mentionnée seront rejetées. Toute offre ne respectant pas le mode de soumission (Offre technique et financière séparée) sera rejetée. La Banque peut à tout moment prolonger la date limite de soumission des propositions sans engager de responsabilité envers les soumissionnaires.

Toutes les dépenses engagées pour la proposition et la présentation sont à la charge du soumissionnaire et ne seront pas remboursées par ECD.

ECD peut également demander des informations supplémentaires au cours du processus d'évaluation. En outre, ECD peut contacter les références indiquées ou visiter les sites des consultants et des clients si nécessaire. ECD peut également inviter les représentants du soumissionnaire sur place à présenter leur proposition. Le soumissionnaire fournira tous les équipements nécessaires à la proposition et aux présentations orales sans frais pour ECD.

En soumettant ses offres, chaque soumissionnaire garantit également qu'il est légalement autorisé à vendre les équipements concernés et qu'il n'est pas en défaut avec les obligations fiscales et sociales du pays. ECD

peut, à sa seule discrétion, demander à tout soumissionnaire de fournir des preuves documentaires établissant ces éléments.

2.2.2. PERIODE DE VALIDITE DES SOUMISSIONS

En soumettant une offre dans le cadre de cet appel d'offres, le soumissionnaire accepte qu'ECD dispose d'au moins 30 jours, à compter de la date d'ouverture de l'appel d'offres, pour attribuer le marché. ECD se réserve le droit de qualifier comme non recevable une soumission qui exige un délai d'acceptation inférieur à 30 jours.

2.2.3. PROCEDURE D'EVALUATION ET NOTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE

La sélection se fera en fonction du dossier technique et des coûts. Les soumissionnaires recevront une invitation officielle pour faire une présentation auprès de la direction d'ECD, si nécessaire.

Les soumissionnaires pourront être invités pour des négociations ultérieures sur leur offre.

NB : Une invitation à négocier ne signifie en aucun cas, que la soumission a été acceptée, ni qu'ECD ait l'intention d'attribuer le marché au soumissionnaire.

2.2.4. ATTRIBUTION DU MARCHE

ECD attribuera le marché au soumissionnaire sélectionné selon ses critères d'évaluation.

ECD se réserve le droit d'attribuer le marché sans discussion avec le soumissionnaire à sujet des offres reçues. Votre soumission, doit donc proposer dès le début les conditions les plus favorables, du point de vue du calendrier, de l'approche des éléments à livrer et du point de vue commercial.

La proposition devra être conforme aux termes de référence. Nonobstant les dispositions ci-dessus, ECD se réserve le droit de modifier le contenu de cet appel d'offres, d'accepter ou rejeter l'une ou toutes les soumissions et d'annuler l'appel d'offres à tout moment avant l'attribution du marché sans encourir de responsabilité vis-à-vis d'aucun soumissionnaire.

2.2.5. UTILISATION ET DIVULGATION DES INFORMATIONS

Toutes les informations et documentations fournies par ECD, doivent être considérées comme confidentielles. De même, toutes les informations contenues dans votre soumission, et divulguées lors des présentations, seront traitées de manière confidentielle. Toutefois, ces informations seront communiquées à toute l'équipe de projet pour qu'elle puisse participer à l'évaluation.

Les consultants ne peuvent divulguer des informations contenues dans cet appel d'offres à aucune tierce partie sans l'autorisation expresse par écrit d'ECD. De même, les informations de cet appel d'offres ne

peuvent être utilisées à des fins autres que celles liées directement à la réponse, à cet appel d'offres ou à la commande en cas d'obtention du marché.

La publication de ce document et la réception d'informations en réponse à ce document n'engagent en aucune façon la responsabilité d'ECD, financière ou autre.

ECD suppose que toutes les informations fournies ont été communiquées de bonne foi. ECD demande que les informations fournies soient exactes et que le soumissionnaire livre les éléments du projet en respectant le calendrier spécifié.

2.2.6. DECLARATION JURIDIQUE

Ce document est un appel d'offres, sans effet juridiquement contraignant. ECD n'est pas tenu d'attribuer ce marché à un quelconque soumissionnaire. D'autre part, si le marché est attribué, ECD n'est pas tenu de divulguer le nom du bénéficiaire du marché.

2.2.7. ÉTHIQUE

Veuillez noter que la politique d'ECD exige que les soumissionnaires respectent les normes d'éthique les plus élevées lors de la procédure d'achat et de l'exécution de tels contrats. Conformément à cette politique, ECOBANK rejettera une soumission, si elle découvre que le soumissionnaire s'est livré à des pratiques malhonnêtes ou frauduleuses pour obtenir le marché en question.

2.2.8. ACCEPTATION DES MODALITES

En accusant réception/en confirmant votre participation ou/et en soumettant une offre dans le cadre de cet appel d'offres, les soumissionnaires confirment qu'ils ont pris connaissance de tout le document de cet appel d'offres, y compris les addenda (le cas échéant) et de l'annexe, et qu'ils acceptent toutes les conditions de cet appel d'offres.

2.2.9. OFFRE FINANCIERE

Les rémunérations se feront en fonction des éléments du cadre de devis quantitatif repris dans l'Annexe 5.

ANNEXE 3 :

3.1. Formulaire de soumission d'offre technique

« REF : RFP/008/RFP/2025 »	
Nom de l'Organisation / de l'Entreprise soumissionnaire :	
Pays d'Immatriculation :	
Nom de la personne à contacter pour cette offre :	
Désignation de l'Interlocuteur :	
Adresse :	
Téléphone / Fax :	
E-mail :	

ANNEXE 4 :

4.1. Antécédents et Expériences

Fournir les informations suivantes concernant l'expérience de l'entreprise au moins dans les cinq (5) dernières années qui sont liées ou pertinentes à celles requises pour le présent Contrat.

** Vérifiez que l'adresse e-mail correcte est indiquée.*

N°	Nom Du Projet	Client	Valeur du contrat	Période d'activité	Types d'activités entreprises	Statut ou date de réalisation	Références Coordonnées (Nom, Titre –

ANNEXE 5

DEPLOIEMENT DES AGENTS DE SECURITE

Poste	Description	Jour	Nuit	Rotation	Unité
KINSHASA					
Bureau de sécurité / Coordon	Security Manager	1	0	0	1
Salle synoptique/ Vidéo surveillance	Opérateurs CCTV	2	2	2	6
Réception Immeuble/ Contrôle d'accès Kasa-Vubu	Agent de sécurité/ RECP	2	0	0	2
Hall AGP / Contrôle d'accès	Agent de sécurité	1	0	0	1
Hall AGP / Suprvision	Agent de sécurité	2	0	0	2
Zone salle de comptage	Agent de sécurité	1	0	0	1
Portail d'accès Parking / Entrée Véhicules et enregistrement	Agent de sécurité	2	1	1	4
R-1 (sous-sol 1) Personnel Ecobank Surveillance	Agent de sécurité	1	0	0	1
Mezzanine / Reception ascenseur	Agent de sécurité	1	0	0	1
Mezzanine / Clients et assistance	Agent de sécurité	1	0	0	1
R+8 / Surveillance	Agent de sécurité/ garde	1	0	0	1
Chef de postes	Agent de sécurité/ garde CP	0	0	0	0
					21
Chauffeur	Chauffeurs Professionnel	18	0	0	18
Chauffeur Moto	Motard	1	0	0	1
Entrée AGP	Officier de Police	1	1	0	2

Entrée Kasa-Vubu	Officier de Police	1	1	0	2
Entrée Véhicules	Officier de Police	1	1	0	2
DG - Sécurité rapprochée	Officier de Police	1	0	0	1
ADG - Sécurité rapprochée	Officier de Police	1	0	0	1
					8
					29
					Sous-Total Siège
Gombe Av. de la Libération	Agent de sécurité	1	0	0	1
	Officier de Police	1	0	0	1
Gombe Libre service / Tombalbaye	Agent de sécurité	1	0	0	1
	Officier de Police	1	0	0	1
Matete Blvrd Lumunba/Debonhomme	Agent de sécurité	1	0	0	1
	Officier de Police	1	0	0	1
Selembao Cité Verte	Agent de sécurité	1	0	0	1
	Officier de Police	1	0	0	1
Gombe Wangata & Ebeya Site de Paie	Agent de sécurité	2	0	0	2
Ngaliema Petit Pont / Socimat	Agent de sécurité	1	0	0	1
	Officier de Police	1	0	0	1
Limete Petit Boulevard Lumumba	Security officer "Lun-Sam"	6	0	0	6
	Agent de sécurité	1	1	1	3
	Officier de Police	2	1	0	3
Agence du 24 Nov Mandela	Agent de sécurité	1	1	1	3
	Officier de Police	2	1	0	3

Agence UPN Ngaliema	Agent de sécurité	1	1	1	3
	Officier de Police	2	1	0	3
Agence Victoire KASA VUBU	Agent de sécurité	1	1	1	3
	Officier de Police	2	1	0	3
Agence de Ngaba	Agent de sécurité	1	1	1	3
	Officier de Police	2	1	0	3
Agence de Limete 8è n°316 Limete (14 Jan 24)	Agent de sécurité	1	1	1	3
Lubidi Gramalic Kinshasa/Ngaliema	Agent de sécurité	1	1	1	3
	Officier de Police	1	1	0	2
Guichet Avancé PPC Mitendi	Agent de sécurité	1	0	0	1
	Officier de Police	1	0	0	1
					58
					Sous-Total Kinshasa Autres
MATADI					
Agence de Matadi	Security officer "Lun-Sam"	1	0	0	1
	Security officer	1	1	1	3
	Policier armé	1	1	0	4
ATM Matadi	Security officer	1	1	1	3
Temps de la Grâce C/Matadi 15433, Mbatshi Batshia	Security officer	1	1	1	3
					14
					Sous-Total Matadi
KIKWIT					
Agence de Kikwit	Chauffeur	1	0	0	1
	Security officer	2	2	2	6

	Policier armé	1	1	0	2
ATM Kikwit	Agent de sécurité	1	1	1	3
Paie des fonctionnaires	Security officer	1	1	1	3
	Policiers armés	1		0	1
					16
					Sous-Total Kikwit
BUKAVU					
Agence de Bukavu/QUITTER 14 FEVRIER 2025/	Security officer	3	2	2	7
	Policiers armés	2	2	0	4
ATM de Bukavu	Security officer	1	1	1	3
Paie des Fonctionnaires	Security officer	2	0	0	2
ATM de Nyawera Bukavu	Security officer	1	1	1	3
					19
					Sous-Total Bukavu
GOMA					
Agence de Goma	Security officer	2	2	1	5
	Security officer	1	0	1	2
	Policier armé	3	2	0	0
Guichet Congo Airways	Security officer	1	0	0	1
	Policier armé	1	0	0	0
ATM 1 de Goma Point Tshukudu	Security officer	1	1	1	3
ATM 2 de Goma	Security officer	1	1	1	3
ATM 3 Katindo de Goma	Security officer	1	1	1	3
					17

					Sous-Total Goma
LUBUMBASHI					
Agence de Kasavubu Lub.	Security officer	3	2	2	7
	Policier armé	2	2	0	4
ATM Carrefour	Security officer	1	1	1	3
Paie des Fonctionnaires/ Av. Lumumba	Security officer	2	1	1	4
	Policier armé	1	1	0	2
					20
					Sous-Total Lubumbashi
KOLWEZI					
Agence de Kolwezi	Security officer	1	1	1	3
	Policier armé	1	1	0	2
Agence de Kolwezi	Security officer	2	1	0	3
					8
					Sous-Total Kolwezi
LIKASI					
Agence de Likasi	Agent de sécurité	1	1	1	3
	Officier de Police	2	1	0	3
					6
					Sous-Total Likasi
	Total Général				187